Francis Feeley
Université de Berkeley
Université Marc Bloch - Strasbourg

traduit par Noëlle Tourtois

DE LA "TRAITRISE" SUPPOSÉE DES JAPANO-AMERICAINS À L'ÉLABORATION D'UN MODELE DE CONTRÔLE SOCIAL

A la veille de l'attaque japonaise à Pearl Harbor, le Bureau de Recensement américain relevait 125 000 personnes de nationalité ou descendance japonaise vivant aux Etats-Unis, la grande majorité d'entre elles - plus de 110 000 - vivant dans des communautés sur la Côte Ouest. Le 19 février 1942, en signant l'infâme décret-loi 9066, le Président Roosevelt déchaîna des forces politiques qui allaient entraîner la déportation et l'incarcération de tous les résidents d'origine japonaise de la Côte Ouest. Au départ, le Ministère de la Guerre américain imposa un couvre-feu et encouragea les familles japano-américaines à migrer « volontairement » à l'intérieur des terres. Mais la fuite désespérée des premiers réfugiés politiques provoqua une telle hostilité de la part des états voisins que la phase « volontaire » de ce programme dut être abandonnée. A la fin avril, le US Army's Western Defense Command, dirigé par le général de corps d'armée John L. DeWitt, avait construit quinze camps de détention militaire et s'empressait de les remplir avec des civils d'origine japonaise.[1]

A la fin de ce même été, en août 1942, le Ministère de l'Intérieur américain prit le contrôle de cette population, après sa déportation dans des trains scellés, avec escorte militaire armée, vers des « camps de concentration », la plupart situés dans des régions désolées, loin de la Côte Ouest. Là, aux confins des Etats-Unis, les prisonniers japano-américains s'étaient vu attribuer des quartiers, entourés de barbelés et gardés par la police militaire de l'armée américaine, pour une période indéterminée.

Le Ministère de la Guerre ne relâcha jamais vraiment son contrôle sur les prisonniers des dix « camps de concentration ». Bien qu'ils aient été administrés par le Ministère de l'Intérieur américain pendant toute la durée de la guerre (à l'exception du camp Jerome, dans l'Arkansas, qui fut converti en un camp de prisonniers de guerre allemands en juin 1944), le Ministère de la Guerre avait qualifié chaque camp de la War Relocation Authority (l'autorité responsable des transferts de population pendant la guerre) de « zone militaire » sur laquelle il pouvait exercer une autorité, et le personnel militaire continua d'exercer un contrôle strict sur les entrées et les sorties de ces camps bien après que leur administration et leur direction aient été confiées à la War Relocation Authority (WRA). Le Ministère de la Guerre n'abandonna vraiment le contrôle des camps que le 20 mars 1946, lorsque les derniers prisonniers furent relâchés et que le camp de Tule Lake, en Californie du Nord, près de la frontière de l'Oregon, fut officiellement dissous, après la fin de la guerre[2].

1 Il n'existe que deux ouvrages publiés décrivant les camps de détention militaire utilisés par le ministère américain de la Défense nationale au cours de l'été 1942. Voir Anthony L. Lehman, *Birthright of Barbed Wire: The Santa Anita Assembly Center for the Japanese* (Los Angeles: Westernlore Press, 1970), et Francis Feeley, *Strategy of Dominance, the history of an American concentration camp* (Pomona, Californie) (New York: Brandywine Press, 1995). Selon moi, beaucoup de questions restent toujours sans réponse quant à la période de déportation et surtout quant au rôle de l'Armée américaine sur la Côte Ouest à cette époque où les libertés publiques étaient supprimées.

2

Les dix camps de la WRA pendant la IIeme Guerre Mondiale :	Date d'ouverture	Date de fermeture	Population maximale
Gila River, Arizona	20/07/42	10/11/45	13 348
Granada, Colorado	24/08/42	15/10/45	7 318
Heart Mountain, Wyoming	12/08/42	10/11/45	10 767
Jerome, Arkansas	06/10/42	30/06/44	8 497
Manzanar, Californie	01/06/42	21/11/45	10 046
Minidoka, Idaho	10/08/42	28/08/45	9 397
Poston, Arizona	08/05/42	28/11/45	17 814
Rohwer, Arkansas	18/09/42	30/11/45	8 475
Topaz, Utah	11/09/42	31/10/45	8 130
Tule Lake, Californie	27/05/42	20/03/46	18 789

Source : Roger Daniels, et al., *Japanese Americans, from relocation to redress* (Seattle : University of Washington Press, 1994), p. 21.

Mike Masaoka, jeune secrétaire d'état et « cadre supérieur » de la Japanese American Citizen League [JACL] qui avait collaboré à la politique de déportation, déclara ultérieurement qu'il n'avait jamais été question de « camps de concentration ». Il raconte que :

« sans nous consulter ni même nous en informer, il avait été décidé [en avril] de mettre fin aux migrations volontaires et de créer des centres de rassemblement, et plus tard des camps de la WRA. ... On ne nous a jamais dit que ces camps allaient devenir des centres de détention. Nous avons toujours cru que nous irions d'abord dans les centres de rassemblement, puis dans les centres de la WRA, puis que nous pourrions sortir quand nous le souhaiterions. »

Masaoka ajouta : « finalement, peut-être avons-nous été un peu naïfs ».[3]

Trois groupes différents de chercheurs en sciences sociales travaillaient dans les camps de japano-américains durant la Seconde Guerre Mondiale. Le groupe le plus important était employé par la WRA fédérale. Il avait sa propre équipe de chercheurs, des anthropologues pour la plupart. La Community Analysis Section [CAS] de la WRA fut créée en février 1943 et placée sous la direction de John Embree. Elle avait pour but de fournir aux administrateurs de la WRA des informations leur permettant de gérer efficacement les camps de concentration.[4]

Leur « expérimentation » dans le domaine des sciences sociales durant la guerre visait, entre autres, la mise au point d'outils conceptuels devant conduire à des campagnes de lutte psychologique, contre les puissances de l'Axe, notamment le Japon. Ces tentatives furent essentiellement menées par des anthropologues, et conduisirent à l'émergence d'une nouvelle « discipline » : « l'étude du caractère propre à une nation ». Durant cette période, on tenta d'analyser les structures du caractère de diverses nationalités, cultures ou peuples.[5] Des « analystes de la communauté » mirent par écrit ce qu'ils avaient observé dans les dix camps de concentration où les Japano-américains avaient été incarcérés et envoyèrent leurs observations à Washington D.C., qui établit ainsi un portrait collectif de « l'ennemi japonais ».[6] Plusieurs spécialistes en sciences sociales qui avaient travaillé dans les camps contribuèrent directement aux projets de lutte psychologique concernant le Japon.[7]

Le Bureau of Sociological Research sous les auspices de l'Office of Indian Affairs de Poston, constituait un deuxième groupe. Dès mars 1942, John Collier avait entrepris de préparer à ce type d'analyses son « laboratoire de recherches en sciences sociales » à Poston. Il avait nommé le capitaine de corvette Alexander H. Leighton, de la Réserve de la marine américaine, à la tête du Bureau, sa mission officielle étant « de conseiller les administrateurs du camp de Poston et de formuler des principes généraux d'administration ».[8] Leighton, psychiatre et

---

3 John Tateishi, « An Interview with Mike Masaoka on WW 2 JACL Actions », in *Pacific Citizen*, Vol. 93, No. 25, 18-25 décembre 1981, p. 75.

4 Yuji Ichioka, « JERS Revisited: Introduction », in *Views from Within, The Japanese American Evacuation and Resettlement Study*, ed. par Yuji Ichioka (Los Angeles, 1989), pp. 3-4.

5 Peter T. Suzuki, « A Retrospective Analysis of a Wartime 'National Character' Study », *in Dialectical Anthropology*, vol. 5, no. 1, mai 1980, p. 33.

6 John Dower, *War Without Mercy, Race and Power in the Pacific War* (New York, 1987) p.132.

7 Ibid.

8 George Foster, *Applied Anthropology* (Boston, 1969) p. 34. Voir également *Governing of Men* (Princeton, 1945) d'Alexander Leighton. D'après Leighton, les « finalités et les fonctions » du projet de recherche Canal à Poston étaient : « 1. Aider l'administration en analysant les attitudes des détenus, en particulier leurs réponses aux actes administratifs, et tirer des conclusions pratiques sur ce qui fonctionnait bien, ce qui fonctionnait moins bien, et pourquoi. 2. Rassembler des données générales pouvant présenter un intérêt pour l'administration de communautés dispersées dans des zones occupées ... 3. Former des enquêteurs de descendance japonaise à l'analyse sociale afin qu'ils puissent être mis à contribution dans les

anthropologue, avait été conseiller auprès du Bureau of Indian Affairs pour son projet de recherche sur la personnalité des Indiens. Il abandonna vite ce poste au Centre de transfert de Poston pour l'Office of War Information à Washington, D.C., où il occupa la fonction de directeur de la Foreign Morale Analysis Division. Trente anthropologues, sociologues, psychologues et spécialistes de la langue et de la culture japonaises travaillèrent sous la direction de Leighton.

Le britannique Geoffrey Gorer fut l'un des anthropologues les plus influents de la Foreign Morale Analysis Section. En mars 1942, avant la mise en oeuvre de la politique de déportation de masse, Gorer avait présenté au Committee on Intercultural Relations un article intitulé « Structure et Propagande du caractère japonais». Selon l'historien John Dower, l'article de Gorer est « la seule analyse théorique importante de 'la structure du caractère japonais' ayant été présentée durant la guerre ».[9] L'oeuvre fut ronéotypée et distribuée en mars 1942 et, un an plus tard, elle fut publiée par l'Académie des Sciences de New York. Gorer, qui était affilié à l'Institut des Relations humaines de l'Université de Yale, n'avait jamais été au Japon, ne savait ni parler ni lire le japonais, et il reconnaissait lui-même « n'avoir aucune qualification l'habilitant à s'exprimer sur la culture japonaise. »[10] Son manque de crédit évident n'empêcha pas Gorer de donner des stéréotypes particulièrement calomnieux du peuple qu'il prétendait avoir étudié en observant un petit échantillon de Japonais généralement issus de « classes à revenus moyens ou élevés » vivant dans des villes de la côte nord-est américaine.[11]

La description que Geoffrey Gorer donnait des Japonais semblait orientée vers la lutte psychologique. Il racontait que les Japonais sont « craintifs et anxieux vis-à-vis de convenances telles que s'asseoir et saluer ».[12] Il décrivait la relation parent-enfant comme étant pleine d'anxiété : le parent a peur que l'enfant ne se conduise pas « comme il faut », et « l'enfant a peur d'être puni par ses parents si ceux-ci font l'objet de critiques ».[13] Les enfants japonais étaient élevés de manière « sévère », et ils subissaient toute leur vie les effets de leur éducation.

L'aspect le plus conséquent et le plus sévère de la vie des enfants japonais est l'apprentissage de la propreté, l'apprentissage du contrôle du sphincter. ...

La pudeur physique, en tant qu'absolu, n'est pas inculquée par les Japonais (si ce n'est qu'ils ne doivent pas être vus en train de déféquer).[14]

Les Japonais étaient décrits comme étant des gens lubriques. Leurs « arts graphiques les plus raffinés » avaient un caractère « si pornographique qu'une partie considérable n'avait jamais été montrée en Europe ni en Amérique ».[15] Les enfants disaient des gros mots, et l'exhibition par les adultes de certaines parties de leur corps était inacceptable pour la culture européenne ou américaine.[16]

Gorer attribuait l'absence du concept de « péché » (« inexistence des concepts de 'bien' et de 'mal', remplacés par la nécessité de faire ce qu'il faut au bon moment ») au fait que les Japonais étaient très tôt éduqués à la toilette et que les enfants japonais vivaient la sexualité très librement. « *Là où la sexualité infantile est prohibée...[et] où, en aucun endroit ni aucune occasion, l'enfant n'est autorisé à rechercher ardemment le plaisir sexuel qui lui est physiologiquement accessible* »[17] ... «*il y aurait toujours des absolus moraux dans le système de valeurs*

---

zones occupées du Pacifique pendant et après la guerre. » (p. 373).

9 Ruth Benedict, *The Chrysanthemum and the Sword*, New York, 1946, p. 292.

10 Geoffrey Gorer, « Themes of Japanese Culture », in *Transactions of the New York Academy of Science* (1943) vol. 5, Série n° 2, p. 107.

11 Ibid., p. 108.

12 Ibid., p. 111.

13 Ibid.

14 Ibid.

15 Ibid., p. 106.

16 Ibid., pp. 111-112.

17 Ibid., p. 117.

de la société : des interdictions absolues, des péchés absolus, un concept du mal absolu, un contraste constant entre l'idéal inaccessible (de pureté, au premier chef) et la réalité de ce monde.[18]»

Les moeurs sexuelles très libres des Japonais n'incitaient pas les enfants à avoir des pensées « pures » ni à rechercher la « perfection ». Par contre, l'éducation à la toilette des bébés japonais créait des symptômes d'un caractère « névrotique compulsif ».[19]

L'excrétion ... ne peut être complètement interdite ; seule l'excrétion au mauvais moment ou au mauvais endroit peut être interdite. Si cette éducation à la propreté est à la base du système de valeurs de la société, il en résulte l'inexistence d'absolus et des concepts de « bien » ou « de mal, remplacés par la nécessité » de se comporter « correctement » ou « convenablement », ce qui est fonction du contexte dans lequel le comportement a eu lieu. Ceci semble correspondre au cas du Japon.[20]

Cette étude « scientifique » du caractère japonais ne fut présentée que quelques semaines après la signature du décret-loi 9066 par le président Roosevelt. C'était à la veille de l'évacuation. Le rapport soutenait que les Japonais étaient indignes de confiance et, de par leur nature, prédisposés à la violence et à la tromperie.

Derrière les rites de l'individu obsessionnel peut toujours se cacher le désir profondément enfoui, inconscient et extrêmement fort d'être aggressif...

La société japonaise fait généralement moins volontiers état des aggressions qu'elle a subies que les autres sociétés sur lesquelles nous possédons des statistiques ; par conséquent, en théorie, on peut s'attendre à ce que cette aggressivité soit prête à être libérée en quantités excessives dans des circonstances adéquates.[21]

Pour une raison inconnue, le rapport théorique de Gorer, présenté au Committee on Intercultural Relations en mars 1942 sous le titre « Structure et Propagande du caractère japonais », attira rapidement l'attention de la presse populaire. Il a fortement influencé les études ultérieures sur le caractère japonais à l'époque de la déportation et, plus tard, après la reddition inconditionnelle du Japon. D'après l'historien John Dower, les théories de Gorer n'étaient rien d'autre qu'un « fatras d'anthropologie sociale, de psychanalyse et de psychologie fondée sur des réactions à des stimuli », mais elles n'influencèrent pas moins la pensée de beaucoup d'Américains, qu'ils soient universitaires ou psychologues amateurs.[22]

Un troisième groupe de spécialistes en sciences sociales effectuait des recherches dans ces camps de concentration, sous la direction de Dorothy Thomas : la Japanese American Evacuation and Relocation Study [JERS]. Le professeur Yuji Ichioka, du Centre d'Etudes asiatiques et américaines de l'UCLA, estima que la JERS était très importante, et ce pour deux raisons : d'abord parce que cette recherche avait posé « les premiers fondements universitaires » pour de futurs ouvrages sur la déportation et l'internement des japano-américains ; ensuite parce qu'elle avait généré un large éventail de « quotidiens, journaux, biographies, rapports d'enquêtes et documents » dès le printemps 1942, au début de la déportation.[23]

Thomas put financer le projet grâce à trois principaux sponsors : la Fondation Rockefeller, à hauteur de 32 500 $; la Fondation Columbia, à hauteur de 30 000 $, et la Fondation Giannini, en collaboration avec l'Université de Californie, à hauteur de 29 554 $. En outre, la Fondation Rockefeller lui accorda 6 250 $, destinés à subventionner la publication de ses études. Au total, elle reçut donc plus de 100 000 $ de financement

18 Ibid.

19 Ibid., p. 118.

20 Ibid.

21 Ibid., p. 119.

22 John Dower, *War Without Mercy*, New York, 1986, pp. 124 & 131.

23 Ichioka, op. cit., pp. 3-4.

pour son projet JERS.[24] Thomas avait demandé ces bourses au début du mois de mars 1942 et, au courant du même mois, elle s'était arrangée pour rencontrer Milton Eisenhower, qui avait récemment été nommé directeur de la WRA et était en visite à San Francisco dans le but d'obtenir des informations de première main sur la population japano-américaine. Thomas avait sollicité l'appui d'Eisenhower pour son projet de recherche et, mi-mai, Eisenhower avait notifié à la Fondation Rockefeller que la WRA allait collaborer au projet JERS. Dès lors, la JERS était assurée d'un important financement « sans conditions », selon Thomas.[25]

Thomas aborda la JERS avec des connaissances d'analyste statistique, avec l'expérience de sa collaboration au projet sociologique « révisionniste » de Gunnar Myrdal, et avec une connaissance poussée du behaviorisme. Au départ, Thomas avait conçu la JERS comme l'étude d'une « migration de masse forcée », qui contrastait avec son étude précédente, sur la migration volontaire. Lorsqu'elle avait fait sa demande de financement pour ses recherches à la Fondation Rockefeller, Thomas avait proposé que les principes généraux gouvernant la migration forcée des japano-américains que la JERS pourrait permettre de découvrir soient applicables dans l'Europe de l'après-guerre, qui serait le théâtre de « migrations de masse forcées », nécessaires à la rectification du déséquilibre de population causé par la guerre. Elle avait ajouté que « le personnel administratif et les chercheurs de l'Université de Californie souhaitaient ... présenter un bilan documentaire et une analyse d'un événement sociologique important considéré comme le précurseur d'autres migrations de masse forcées ». Dans sa demande de bourse, elle avait souligné « l'objectivité scientifique » de son étude, et elle avait assuré au conseil de la Fondation Rockefeller que la JERS « n'était aucunement en rapport avec les intérêts administratifs privés de certains membres de la faculté touchant à l'assistance de la communauté japonaise dans son ensemble ou des étudiants d'origine japonaise ». [soulignement rajouté][26]

Thomas était continuellement en conflit avec son équipe, qui lui reprochait de ne pas fournir de lignes directrices théoriques pour la recherche sur les camps de concentration. Un jeune enquêteur lui avait écrit ceci : « *nous devons avoir des notions de ce que nous cherchons, et une certaine préparation avant de commencer nos recherches* ». [soulignement d'origine][27] Thomas blâma l'élément « négatif » et « perturbateur ». Elle écrivit que les sociologues étaient « sans doute les pires offenseurs de tous » les spécialistes en sciences sociales, car ils souhaitaient élaborer « des théories irréalistes et fantasques ». Dans un mémoire rédigé en octobre 1943, elle répéta l'objectif fondamental de la JERS :

«L'objectif premier n'est pas mystérieux du tout. Un groupe minoritaire a été, dans une période de crise, *déraciné de force et en masse* [soulignement inclus], et rassemblé de force dans des camps. Plus tard, une partie du groupe a été isolée de force, tandis que l'autre a eu la permission de se disperser et de se réinstaller. L'objectif de cette étude est donc de collecter, d'organiser et d'analyser des données 'pertinentes' concernant a) la nature des restrictions imposées au groupe ; b) la manière dont les personnes affectées se sont comportées pendant l'application de ces restrictions et après la levée de ces dernières.[28]»

Le refus de Thomas d'énoncer explicitement des lignes directrices théoriques permettant de déterminer le caractère « pertinent » des données conduisit à l'adoption par défaut d'une théorie ad hoc. Thomas donna un rapport fourni par un groupe d'enquêteurs du camp de concentration de Tanforan en juin 1942 comme modèle pour tous les rapports ultérieurs.

---

24 Ibid., p. 6.

25 Ibid., p. 7.

26 Ibid., pp. 5-6

27 Ibid., p. 10.

28 Dorothy Thomas, mémoire d'octobre 1943, citée par Ichioka, op. cit., p. 11.

Ce rapport contenait implicitement toute une série de théories et d'hypothèses sociales. Ce rapport modèle dépeignait trois aspects différents de la vie dans les camps de concentration : l'organisation administrative, l'organisation sociale et les déséquilibres sociaux, le premier comprenant les équipements matériels et l'organisation administrative à Tanforan ; le deuxième, la famille, la religion, les distractions, les groupes sociaux et politiques, l'éducation et les activités économiques ; le troisième, les conflits internes à la communauté, les problèmes sexuels, le vol, la délinquance, la pauvreté et la déviance individuelle[29]. Les enquêteurs qui avaient produit ce rapport original avaient demandé à Thomas qu'il soit exclusivement réservé aux membres du personnel de la JERS, mais elle avait ignoré leur demande et distribué des copies à tous les enquêteurs de la JERS, en le leur recommandant comme modèle pour leurs propres rapports.[30]

D'autres rapports sur les camps de concentration seraient encore produits jusque fin 1942, date à laquelle les camps de Poston, de Gila River, de Tule Lake et de Manzanar furent le théâtre de grèves spontanées, de violences et de manifestations. Les enquêteurs comprirent la portée politique du changement, et ils commencèrent à s'intéresser aux causes du conflit entre les détenus et les administrateurs du camp.[31]

Lorsque la WRA créa la Community Analysis Section en février 1943, en réaction aux protestations politiques de Poston et de Manzanar en novembre et décembre 1942, John Embree, qui dirigeait cette nouvelle section, donna l'ordre à son subordonné de la WRA, Solom Kimball, de rendre visite à Thomas chaque semaine, afin d' « examiner des documents et de [l'] interroger sur des matériaux 'non écrits' ».[32] Au début, Thomas refusa de fournir à Embree et à son équipe des copies des rapports de la JERS. Elle mettait un point d'honneur à garantir la sécurité de ses enquêteurs et la confidentialité de ses sources au sein du camp. Thomas finit pourtant par faire un compromis avec les administrateurs de la WRA, et signa un accord permettant aux autorités du gouvernement d'avoir accès aux informations provenant des camps. Elle promit à la Community Analysis Section de la WRA des rapports mensuels faisant état « des découvertes importantes des enquêteurs [de la JERS] ». Elle promit également d'organiser régulièrement, avec les administrateurs de la WRA, des réunions d'information « portant sur les résultats d'enquête [de la JERS] » et permit aux enquêteurs de la JERS « de collaborer de manière informelle à toute analyse sociale que la WRA pourrait entreprendre ».[33]

Thomas a sans doute commencé à collaborer avec les administrateurs du camp dès décembre 1942. Au milieu du mois de janvier 1943, elle écrivit au directeur régional de la WRA, E.R. Fryer, louant l'utilité de leur collaboration.

> Nous trouvons que l'idée de mettre nos documents à la disposition de la WRA est excellente, puisque nous avons pu sélectionner les documents en rapport avec des problèmes administratifs spécifiques et donner une idée de la nature des données que nous possédons qui portent sur des questions de première importance. Nous prenons conscience du fait que, bien que l'ensemble de notre programme soit destiné à une analyse sur le long terme, de nombreux passages pourraient présenter un intérêt pour la WRA.[34]

L'ampleur de la collaboration WRA-JERS ne pourra être pleinement appréciée que lorsque toutes les enquêtes seront rendues publiques - vers le début du XXIeme siècle.[35] Dans cette attente, nous avons la très nette impression que Dorothy Thomas a cé-

---

29 Ichioka, op. cit., p. 9.

30 Ibid.

31 Ibid.

32 Ibid., p. 14.

33 Ibid., p. 15.

34 Ibid.

35 La bibliothèque Bancroft empêche la publication des écrits de Rosalie Wax (née Hankey) jusqu'en 2008 [Voir Ichioka, op. cit., note n° 41, p. 26].

dé à la pression du gouvernement entre la fin de l'été 1942, lorsqu'elle s'indigna de la proposition de John Provinse, nommé par Eisenhower chef de la Community Management Division de la WRA, que des copies des rapports des enquêteurs de la JERS soient directement soumises - sans que ces derniers en soient forcément informés - à la WRA, et février 1943, lorsqu'elle signa un accord formel avec Embree autorisant la WRA à avoir accès à « des découvertes importantes des assistants sociaux [du JERS] ». La WRA ne fut jamais formellement autorisée à voir les rapports de la JERS, mais il existe de bonnes raisons de croire que les membres du personnel de la JERS ont étroitement collaboré avec les administrateurs de la WRA.[36] Peter T. Suzuki, d'abord incarcéré au Centre de Rassemblement de Puyallup, dans l'Etat de Washington, puis au camp de transfert de Minidoka, dans l'Idaho, à l'âge de 14 ans, devait écrire plus tard que « la JERS elle-même était une opération secrète, dont les participants ignoraient les objectifs et les activités ».[37]

Parmi les contributions de Geoffrey Gorer à la compréhension du « caractère japonais » figure son observation de leur « comportement névrotique compulsif », causé par « une éducation draconnienne à la toilette ».[38] John Embree, anthropologue et directeur de la Community Analysis Section de la WRA, contribua de manière similaire à l'effort de guerre par son étude du caractère japonais, publiée en 1943 et commentée dans le numéro d'août du New York Times Magazine, à la rubrique « Jap Bullies » (« Les tyrans japonais »).

Les anthropologues nous apprennent pourquoi le soldat japonais est un tyran agressif et vindicatif. Entre sa naissance et celle de sa petite soeur, sa mère le chouchoute à outrance. Il cesse ensuite d'être son principal centre d'intérêt, et elle le confie aux soins de domestiques indifférents, perturbant ainsi son système nerveux à une période clé de sa croissance. Il ne se remettra jamais de ce choc.[39]

Bien que désireux d'« expliquer » aux Américains l'infériorité des Japonais, Embree critiquait les membres de son équipe qui étaient favorables à des « solutions » plus extrêmes au « problème japonais ». Dans sa note sur le rapport sur la Heart Mountain rédigé par la Community Analysis Section (31 juillet - août 1943), Embree écrivait : « Certains membres de l'équipe se désintéressent du projet de transfert. Ainsi, un de mes hommes a conseillé que les rapatriés soient castrés avant d'être renvoyés au Japon ».[40]

Rosalie Wax travailla comme enquêtrice de la JERS sous la direction de Dorothy Thomas. Ambitieuse étudiante de troisième cycle à Berkeley (Université de Californie), elle déclara trouver quelque peu dérangeant

---

36 Ichioka, op. cit., pp. 13-16. D'après Peter T. Suzuki, « l'un des chercheurs de la JERS devint un indicateur du FBI... » (il se référait à Rosalie Hankey Wax, qui avait travaillé au Centre de Ségrégation de Tule Lake). Voir Peter T. Suzuki, « For the Sake of Inter-University Comity », dans *Views from Within*, p. 111.

37 Ibid., p. 111.

38 John Dower, *War Without Mercy* (New York, 1986), p. 125.

39 Ibid., p. 129.

40 Suzuki (1980), op. cit., p. 45. Rita Takahashi, de l'Université de Pittsburg, décrit dans sa thèse inédite (1980) la politique perverse des directeurs de camps de concentration. Certains chefs de projets, écrit-elle, « avaient dit au personnel 'de ne pas avoir de relations personnelles intimes avec les évacués'. De ce fait, dans certains centres, un système semblable à celui des castes avait été instauré, où le personnel nommé de la WRA formait une 'coquille administrative'. La distance sociale résultant de cette mesure avait eu des conséquences fâcheuses : beaucoup de membres de la WRA non seulement ne comprenaient pas les détenus, mais adoptaient 'des attitudes résolument antagonistes à l'égard de l'ensemble des évacués' ». Le confortable espace vital ménagé au personnel de la WRA à l'intérieur comme à l'extérieur des camps contribuait également à faire régner une « atmosphère de caste » au sein des camps de concentration. [Voir *Comparative Administration and Management of Five Ware Relocation Authority Camps* (thèse de l'Université de Pittsburgh, 1980), par Rita Takahashi, p. 70].

de rassembler des données sur les attitudes des prisonniers japano-américains. Thomas avait insisté sur le fait que les enquêteurs devaient essayer de gagner la confiance des prisonniers des camps de concentration en leur assurant que les informations qu'ils recueillaient ne seraient en aucun cas communiquées aux administrateurs de la WRA. Des années plus tard, Wax décrivit dans son livre, *Doing Fieldwork, Warnings and Advice*, la crise morale qu'elle avait traversée :

J'étais novice, et terriblement impatiente d'être une vraie spécialiste en sciences sociales. Je n'ai pas réalisé combien il était stupide et méchant de demander à ces gens tourmentés de donner leur opinion des Etats-Unis à un étranger qui pouvait très bien être un espion de l'administration. Et je n'avais pas encore compris non plus ce que la ségrégation impliquait pour la plupart de ces gens : qu'ils jouaient leur avenir et celui de leurs enfants sur des cartes qui ne seraient découvertes qu'à la fin de la guerre ; que beaucoup d'entre eux s'étaient brouillés avec des amis et des parents qui avaient des opinions différentes et dont ils étaient à présent séparés ; que beaucoup d'entre eux, même encore maintenant, n'étaient absolument pas certains qu'ils avaient pris la bonne décision en affirmant leur loyauté aux Etats-Unis. Cependant, je n'étais pas insensible au point de ne pas voir que la plupart des gens avec qui j'essayais de faire connaissance étaient troublés et voulaient qu'on les laisse seuls. Mais, en me comportant en être humain digne de ce nom et en les laissant seuls, comment faire mes recherches et gagner mon salaire ?[41]

Rosalie Wax suivit sa « vocation » et mena sa recherche avec succès. Les relations intimes qu'elle avait établies au camp de concentration de Tule Lake en tant que « participante/observatrice » lui permirent finalement de devenir un indicateur du FBI.[42]

La déportation et l'incarcération des Japano-américains bouleversèrent gravement leur vie. Daisuke Kitagawa nous apprend que les répercussions ont été particulièrement graves pour les hommes de la communauté Issei de plus de 50 ans. « On aurait dit que ces hommes venaient de prendre dix ans. Ils étaient devenus incapables de faire des projets d'avenir pour eux-mêmes, et encore moins pour leurs enfants. Cette dégradation progressive morale et psychique, voire spirituelle, était vraiment pathétique ».[43] La morosité s'étendit bientôt à « toutes les activités du camp ». Les victimes perdaient le sens des réalités et croyaient les rumeurs, même les plus invraisemblables. Autre signe de la dégradation de la communauté dans les camps : l'éloignement entre les générations. Kitagawa raconte que les jeunes internés avaient introduit dans le camp un jeu cruel « visant à tester la crédulité de la communauté Issei. Le jeu consistait à faire circuler une rumeur à un bout du centre et à voir avec quelle rapidité et quelles déformations elle atteignait l'autre bout ».[44]

Les camps n'étaient certes pas des communautés « normales ». Cette incarcération forcée avait, et c'est logique, provoqué un état de stress et d'anxiété. Néanmoins, on ignorait cet état des choses, pourtant évident, et les études pseudo-scientifiques eurent le culot de se servir de ces victimes comme cas d'étude pour des recherches en sciences sociales.[45]

---

41 Rosalie Wax, *Doing Fieldwork, Warnings and Advice* (Chicago, 1971) p. 71.

42 Peter Suzuki, « The University of California Japanese Evacuation and Resettlement Study: a Prolegomenon », dans *Dialectical Anthropology*, 1986, vol. 10, pp. 193-94.

43 Daisuke Kitagawa, *Issei and Nisei, The Internment Years* (New York, 1974), pp. 91-92.

44 Ibid., p. 92.

45 Le professeur Orin Starn, dans son article sur les activités des spécialistes en sciences sociales dans les camps de concentration américains, « Engineering Internment: anthropologists and the War Relocation Authority », *American Ethnologist* (vol. 3, n°4, 1986), essaye d'expliquer de façon fort intéressante ce qu'il considère comme un paradoxe : que des spécialistes en sciences sociales adhèrent à une politique raciste afin de minimiser les effets du racisme. En cherchant un juste milieu entre « l'opinion générale » selon laquelle les anthropologues ont « rendu possible le processus de transfert tant pour les Japano-américains

que pour les administrateurs de la WRA » et la « position radicale selon laquelle les ethnographes étaient les principaux complices du gouvernement en ce qui concerne le transfert », le professeur Starn essaye de se faire le médiateur des deux interprétations et de « les rapprocher ». En fin de compte il échoue, car il bute sur la distinction trompeuse entre les intentions « subjectives » et les intentions « objectives » des spécialistes en sciences sociales ayant participé à ces études. En acceptant cette mission, reconnaît le professeur Starn, les anthropologues « ont par inadvertence associé à la notion de contrôle social une connotation répressive, contribué tacitement à justifier le transfert, réaffirmé des stéréotypes, en laissant de côté les aspects fondamentalement racistes que comportait l'internement » (p. 703). Néanmoins, les anthropologues des camps « s'efforçaient réellement de démontrer l'irrationnalité du 'Péril jaune' et d'édifier l'image d'une unité nationale face au fascisme » (pp. 711-712). James O'Connor, l'auteur *d'Accumulation Crisis* (1980) offre, je crois, un moyen de résoudre la devinette concoctée par Starn. O'Connor souligne la progression de « l'individualisme », idéologie dominant les intérêts collectifs en Amérique. « L'intégration de la classe ouvrière américaine à des processus systématiques de production, de distribution, d'échange et de consommation nécessita donc du capital afin de mobiliser la légitimation politique, les symboles, les traditions de morale et les formes de sensibilité esthétique, qui étaient autant d'armes dans cette lutte des classes » (pp. 119-120).

En critiquant ces analyses anthropologiques fondées sur des méthodologies historiquement fausses et hors contexte, le professeur Starn cherche à corriger ce défaut en introduisant une dimension historique, à savoir le rôle de l'« Indian New Deal » (le New Deal indien) en tant que préparation aux travaux scientifiques en collaboration avec la WRA. Cependant, Starn néglige de mentionner un point, que j'ai analysé dans le chapitre 4 de mon manuscrit inédit, *The Uses of Social Science*, à savoir, à quel point le souci croissant causé par les troubles sociaux qu'a connu l'Amérique avant la Seconde Guerre Mondiale a influencé les nouvelles études réalisées dans les camps de concentration japano-américains dans les années 1940. Je suis certain que les travaux des spécialistes en sciences sociales réalisés après le printemps 1942 se sont fondés sur la lutte des classes et non sur des idées racistes. Si les administrateurs et les directeurs réussirent à atténuer les effets du racisme sur les prisonniers des camps en 1942, ils « firent ce qu'il fallait faire, mais pas pour les bonnes raisons », car ils ne firent que fragmenter davantage la classe ouvrière américaine. La théorie du professeur O'Connor, selon laquelle la fragmentation sociale est à la fois la cause et la conséquence de l'accumulation du capital, explique toutes les analyses du rôle qu'ont joué les spécialistes en sciences sociales dans les camps de concentration américains.

Les expériences et observations « scientifiques » ne firent que tourmenter davantage les prisonniers déracinés et persécutés de ces camps. Un psychiatre observa dans l'un des camps que le comportement des Japonais présentait « les caractéristiques de l'immaturité des adolescents ... l'hésitation entre différentes attitudes à adopter, la variabilité des réactions émotionnelles, le recours à l'imagination et la désorganisation de la personnalité ».[46] L'historien Frank Tannenbaum prétendit avoir trouvé « vingt-huit points communs entre le comportement des Japonais et la 'structure du caractère du gangster américain' »[47], tandis que les anthropologues Margaret Mead et Gregory Bateson affirmèrent que les Japonais manquaient de dignité personnelle et souffraient d'un sentiment d'infériorité.[48]

Nippon, le livre du révérend Willis Lamott publié en 1944, et « Quelques observations sur la structure du caractère des peuples d'Orient », l'article qui a fait autorité de Weston LaBarre, publié dans le numéro d'août 1945 de la revue Psychiatry, se fondaient tous deux sur l'observation des Japano-américains incarcérés. Le missionnaire chrétien comme le « scientifique » arrivèrent à la conclusion que les Japonais étaient « collectivement malades ».

L'oeuvre de LaBarre est un exemple parfait de l'usage de l'anthropologie au profit de la propagande et de la lutte psychologique. Ignorant consciemment le contexte dans lequel se trouvaient les prisonniers qu'il avait

46 Dower, op. cit., p. 132.

47 Ibid., pp. 132-133.

48 Ibid., p. 133.

observés pendant une semaine à Topaz, LaBarre révéla dix-neuf « traits anormaux » de « la structure du caractère du Japonais moyen ». Voici les « traits fondamentaux » que LaBarre avait observés durant les premiers jours qu'il avait passé au camp de concentration de Topaz :

« la réserve, la dissimulation des émotions et des attitudes, la conservation et l'obstination, la conscience, le pharisaïsme, la tendance à étudier les comportements, le fanatisme, l'arrogance, 'la susceptibilité', la précision et le perfectionnisme, la netteté et la propreté rituelle, la solennité, la conformité au règlement, le sadomasochisme, l'hypochondrie, la méfiance, la jalousie et l'envie, le pédantisme, la sentimentalité, l'amour de l'obscénité scatologique et de la sexualité anale ».[49]

Ces dix-neuf traits qui, selon LaBarre, définissaient tous les Japonais, provenaient de l'observation d'un groupe de prisonniers qui avaient beaucoup souffert. Le contexte réel de ces observations n'est pas précisé dans le rapport « scientifique » de LaBarre. Topaz était un camp terriblement répugnant composé de barraques en papier goudronné, sans arbres, exposé à des températures extrêmes. L'histoire immédiate du camp ne fit pas non plus ombrage à la « science pure » de LaBarre. Sept mois avant l'arrivée de LaBarre, un questionnaire obligatoire demandant aux prisonniers s'ils voulaient prêter serment de fidélité leur fut distribué, leur causant ainsi une profonde affliction ; et un mois avant son arrivée, le 11 avril 1943, James Hatsuaki Wakasa, un homme de la communauté Issei de soixante-trois ans, fut abattu par un garde pour s'être approché trop près de la grille de barbelés qui entourait le camp. La protestation en masse qui s'ensuivit provoqua un conseil de guerre, mais le garde fut acquitté. Une semaine après que LaBarre eut pris ses fonctions à Topaz, le 20 mai, une nouvelle fusillade eut lieu : un garde tira un coup de feu en guise d'avertissement sur un couple qui marchait « trop près du grillage ». Enfin, LaBarre assista - mais jamais ne le mentionna - au mouvement de protestation contre la fermeture de la garderie qui accueillait quarante-cinq enfants d'âge préscolaire.[50] Peter Suzuki qualifie l'article de LaBarre d'« intellectuellement médiocre » et, selon lui, il représente « la pire des publications sur les internés de la WRA par des analystes ou d'anciens analystes de la communauté ».[51] Cependant, en tant qu'expérience dans le domaine de la lutte psychologique et du contrôle social, le fait que l'oeuvre de LaBarre soit historiquement fausse et hors contexte et qu'elle ne corresponde pas à la réalité n'empêche pas qu'elle ait réussi à atteindre l'objectif qu'elle s'était fixé : stigmatiser davantage la « race ennemie ».

Le livre de Willis Lamott, Nippon, fut écrit dans le même esprit que l'article de LaBarre. Lamott, missionnaire ayant vécu au Japon, passa une grande partie de la période de guerre à expliquer aux Américains le caractère des Japonais. Dans son livre, Nippon, il réaffirma le stéréotype dont tous les Américains avaient été matraqués depuis le début de la guerre. Utilisant le jargon des psychologues, Lamott écrivit : « Le Japon moderne est indéniablement un cas psychologique. Sa psychose nationale, sa névrose, sa schizophrénie et sa paranoïa ont été déjà si souvent décrites qu'il est inutile de le répéter. Son état mental, quel qu'en soit le nom, est anormal ».[52]

La terminologie propre aux sciences sociales fut vulgarisée dans toute l'Amérique, et la stigmatisation des Japonais fut officiellement approuvée. Durant la guerre, les spécialistes en sciences sociales appliquées reçurent « un appui gouvernemental et une attention du public sans précédents ». La guerre offrait aux universitaires une occasion unique de sortir du cadre scolaire et d'appliquer leurs théories à une cause qui semblait à la fois noble et utile.[53]

Les camps de concentration américains étaient organisés sur le modèle colonial.

---

49 Cité par Dower, op. cit., p. 136.

50 Suzuki (1980) op. cit., p. 40.

51 Ibid., p. 42.

52 Cité par Dower, op. cit., p. 135.

53 Ibid., pp. 118-119.

Harry Kitano raconte que l'organisation administrative des camps était généralement « blanche au sommet » et « jaune à la base ». Les bureaucrates de Washington, D.C. prenaient les décisions les plus importantes, et déléguaient certains pouvoirs à des subordonnés travaillant dans les camps, blancs également. La mise en application de la politique des camps incombait à des prisonniers japano-américains désignés pour cette fonction. C'était un système clos et sans classes, anti-démocratique, qui proposait très peu d'activités et où les salaires n'apportaient que peu de distinction.[54]

Dans un rapport célèbre adressé au Social Science Research Council (Conseil de la recherche dans le domaine des sciences sociales) en 1948, Talcott Parsons loua les découvertes réalisées dans le domaine des sciences sociales, et surtout de la psychologie, pendant la Deuxième Guerre Mondiale.

«En psychologie, la méthode expérimentale est appliquée à divers problèmes liés aux aspects les plus subtils de la personnalité, tels que les intérêts et les valeurs. L'un de ces domaines est l'influence de la personnalité et des facteurs sociaux sur la perception ; un autre vise à étendre l'étude expérimentale de l'apprentissage, de l'apprentissage par les techniques d'adaptation à l'apprentissage des valeurs, telles celles du travail et de l'argent.[55]»

A la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, les sciences sociales avaient acquis un prestige considérable. Talcott Parsons était devenu une référence dans l'étude des « nations sous-développées ». Avec d'autres sociologues, Parsons entreprit d'identifier une série d'« universaux évolutionnistes » qui décriraient les étapes de l'évolution sociale. Sa théorie des « étapes de la croissance », qui établit l'existence de la dichotomie « traditionnel/moderne », admettait que toutes les sociétés étaient identiques à une même étape (à savoir, l'étape traditionnelle), pour finalement devenir « modernes » après avoir subi les mêmes changements.[56]

Cette théorie simpliste, qui suppose un seul paradigme pour la connaissance sociale et qui est fondée sur une foi absolue en la « neutralité » de la science, affirme que toutes les sociétés ont un point de départ commun et tendent vers une destinée commune. De telles hypothèses ont joué un rôle dans les activités de recherche menées dans les camps de concentration américains, où les spécialistes en sciences sociales commencèrent à se reconnaître dans le métier de sage-femme de la modernité, en servant ces groupes encore gênés par « un comportement traditionnel arriéré ».

---

54 Daniels, op. cit., p. 22.

55 Samuel Z. Klausner & Victor M. Lidz, ed. , *The Nationalization of the Social Sciences* (Philadelphia, 1986) p. 62. La création imminente de la National Science Foundation avait motivé le rapport que Parsons avait rédigé pour le Social Science Research Council en 1948. Des membres influents de la communauté des sciences sociales voulaient que ces dernières soient intégrées à la législation de la NSF, qui fut finalement promulguée en 1950. Ainsi que l'ont écrit les auteurs de The Nationalization of the Social Sciences, « la nationalisation des sciences sociales, le contrôle de ce domaine, non seulement pour l'amélioration de l'espèce humaine mais également pour le service de l'Etat, fut une source de prospérité et d'influence. Elle fut très utile et bien acceptée par la population. Les sciences naturelles et l'ingénierie avaient déjà troqué certaines relations internationales et leur liberté de presse pour une telle acceptation. Les sciences sociales et les sciences humaines voulaient suivre la même voie » (p. 11). Le rapport de Parsons de 1948, destiné au SSRC, représente un effort concerté dans cette direction. Les scientifiques astreints à l'effort de mobilisation de guerre par l'Office of Scientific Research and Development (Bureau de la Recherche scientifique) aspiraient à utiliser leurs compétences de manière pacifique (p. 4). Le rapport de Parsons, favorable à l'intégration des sciences sociales à la législation de la NSF, ne fut publié qu'en 1986 par Klausner et Lidz.

56 Ian Roxoborough, *Theories of Underdevelopment* (Londres, 1979), pp. 13-14.

Conclusion

L'expérience des camps de concentration de la société américaine et l'expérience nazie sont très différentes. Ce qui fut d'abord une mesure répressive visant à isoler les personnes « indésirables » devint en Allemagne une politique de contrôle et d'extermination généralisés. Aux Etats-Unis, la violence soudaine de la politique de déportation fut contrôlée par le Ministère de l'Intérieur, qui voulait créer de nouvelles communautés agricoles, et le Ministère de la Guerre, qui voulait recruter des soldats pour des missions à l'étranger particulièrement dangereuses.

Comment décrire la fonction exacte des camps de concentration américains ? A bien des égards, ils étaient le prolongement expérimental des réserves indiennes, où les Indiens d'Amérique pouvaient suivre une formation pour devenir comme « les bons citoyens blancs ». Ils étaient également les antécédents des « hameaux stratégiques » conçus par l'économiste Eugene Staley, de l'Université de Stanford, organisés par l'armée américaine dans le Sud Vietnam pendant la guerre et, plus récemment, des pueblos de desarrollo (les villages modèles) financés par le Ministère américain de la Défense aux Philippines et en Amérique centrale.[57] Les stratégies et les tactiques qui ont amené des milliers d'Indiens d'Amérique dans des réserves vers la fin du siècle dernier afin que leur soient inculquées les méthodes républicaines ont été décrites et analysées par Ronald Takaki dans son livre, *Iron Cages* (1982). Noam Chomsky, dans son livre, *American Power and the New Mandarins* (1969), a abordé l'histoire plus récente des « hameaux stratégiques » vietnamiens, où les Américains rééduquaient les civils qu'ils avaient capturés, dans le but « de conquérir leur coeur et leur esprit ». Netie Wild, dans son documentaire, *A Rustling of leaves, Inside the Philippine Revolution* (1991), a dépeint un exemple plus récent encore de « rééducation forcée », dans un « village modèle » des Philippines, Corazon Aquino's. Le recours aux camps de concentration comme moyen de contrôle social et d'endoctrinement est une pratique ancienne et fréquente de la civilisation moderne.

Les études scientifiques soi-disant « objectives » des comportements des prisonniers des camps de concentration américains étaient mal conçues et frauduleuses. Selon les critères actuels, les spécialistes en sciences sociales qui ont rassemblé et analysé les données relatives aux camps n'ont produit que des informations de faible portée, ayant nié leur rôle subjectif et leur influence en tant que « témoins »? Désireux de satisfaire les autorités nationales, les spécialistes en sciences sociales mirent un masque neutre et simulèrent leur objectivité, ce qui eut pour résultat de contribuer à la répression des prisonniers plutôt que de les aider à se défendre contre le pouvoir immanent de l'Etat et de les préparer à reprendre par la suite ce pouvoir et à se libérer.

L'existence des camps de concentration introduisit aux Etats-Unis des méthodes de contrôle qui devaient réapparaître plus tard, pendant la Guerre froide. La House Select Committee on Un-American Activities (la commission parlementaire d'enquête sur les

---

57 Depuis l'avènement de la république, le gouvernement des Etats-Unis est constamment obsédé par la sécurité nationale. A l'époque de la Révolution française, les lois sur les étrangers et la sédition (Alien and Sedition Acts) de 1798 autorisèrent l'Etat à déporter ou emprisonner les étrangers et à punir ceux qui s'exprimaient, même oralement, « dans l'intention de diffamer » le gouvernement. Au cours de la Première guerre mondiale, la liberté d'expression fut à nouveau attaquée par le vote du Congrès de la loi sur l'espionnage (Espionage Act) en 1917 et de la loi sur la sédition (Sedition Act) en 1918. L'histoire des Japano-américains se distingue par l'application fanatique de la loi martiale, exclusivement fondée sur le critère de la descendance raciale. Pendant la Guerre froide, le gouvernement américain adopta des tactiques similaires dans le but de créer un ennemi national imaginaire en temps de paix. En ce sens, l'anti-communisme durant la Guerre froide fut similaire à la politique de stigmas raciaux dirigée contre les personnes de descendance japonaise pendant la Seconde guerre mondiale.

activités antiaméricaines) [qui était connue au début des années 1940 sous le nom de Comission Tolan, du nom de son président John Tolan, le « député » républicain californien] fut appelée sur la Côte Ouest afin de mener une enquête sur ce groupe ethnique accusé d'infidélité. Plus tard, on introduisit dans les camps des serments de fidélité afin de mieux contrôler les suspects. Dans les camps, le patriotisme et le dévouement furent prônés dans le but d'inculquer aux prisonniers des principes nationalistes et militaristes. Des méthodes similaires seraient utilisées pendant la Guerre froide pour contrôler le mouvement ouvrier américain et identifier ceux des employés du gouvernement américain qui étaient «inacceptables».[58] C'est dans ce milieu culturel que naquit, dans les années 1950, le slogan populaire « Plutôt mort que rouge ! ». Plus tard, durant la Guerre du Vietnam, c'est « Aime-le ou quitte-le ! » qui devint l'expression culturelle de l'Etat de sécurité nationale. Comme la communauté Nisei dans les années 1940, tous les dissidents américains étaient devenus, dans les années 1950 et 1960, l'équivalent de « non-étrangers » passibles d'une forme quelconque de déportation. C'était là une atteinte de plus à la culture et à l'intelligence des victimes et de nouvelles violences perpétrées « pour raisons d'Etat ».[59]

Le 4 novembre 1979, lorsque des « étudiants » iraniens envahirent l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran et capturèrent plus de 70 otages, exigeant que le gouvernement américain fasse assumer au Shah sa responsabilité pour les crimes commis en Iran, le président Carter refusa de céder à leurs exigences et ordonna au Pentagone d'élaborer un plan d'urgence en vue d'une action militaire pour porter secours aux otages. En même temps, il enjoignit au Ministre de la Justice, Benjamin Civiletti, de notifier aux quelque 50 000 Iraniens étudiant aux Etats-Unis de se présenter au bureau d'immigration le plus proche. L'intimidation des étudiants iraniens et la menace de déportation provoquèrent la colère de bon nombre de Japano-américains, qui y virent un affront aux libertés civiques. Une fois de plus, le gouvernement américain pratiquait la discrimination d'un groupe minoritaire fondée sur sa nationalité, comme cela avait été le cas pour les étrangers et les « non-étrangers » japonais en 1942. Cette fois, les tribunaux américains firent prévaloir, comme la loi le demandait, les droits des étudiants iraniens, et aucun d'entre eux ne fut déporté, mais cette politique mobilisa un grand nombre de Japano-américains.

A l'époque de l'affaire Iran/Contra, en 1987, la Federal Emergency Management Agency [FEMA], chargée à l'origine de prendre soin des victimes de catastrophes telles que les inondations, les incendies et les ouragans, fut responsable de plans d'urgence visant à cerner les révolutionnaires d'Amérique centrale et leurs sympathisants radicaux se trouvant aux Etats-Unis, le gouvernement craignant que la politique de Reagan au Nicaragua ne provoque des manifestations de masse aux Etats-Unis. Il y eut un moment décisif en 1987, lorsque le conseiller à la sécurité nationale, le colonel Oliver North, témoigna lors d'une audience télévisée du Congressional Investigative Committee et que Jack Brooks, le député texan, posa une question relative aux activités secrètes de la FEMA. Ironiquement, le président d'audience, le sénateur hawaïen Daniel Inuoye, le héros japano-américain de la Seconde guerre mondiale, interrompit brusquement le débat sur le sujet. Inuoye empêcha le débat public sur les activités de la FEMA, qui s'apprêtait à réouvrir les camps de concentration américains, alléguant que les discussions compromettraient « la sécurité nationale ».[60]

Le spectre des camps de concentration américains ressurgit encore en 1991, lorsque le

---

58 Noam Chomsky, *On Power and Ideology* (Boston, 1987), pp. 54-55. Chomsky aborde l'histoire de camps « entourés de barbelés [où] les forces de sécurité pouvaient désigner les personnes dangereuses... ».

59 Ambrose, op. cit., pp. 309-310.

60 Voir le documentaire Cover up, *Behind the Iran Contra Affair*, réalisé par Barbara Trent et écrit par Eve Goldberg, 1988.

député Newt Gingrich et le sénateur Phil Gramm présentèrent le projet de loi HR 4097 qui, s'il avait été voté, aurait entraîné la réouverture des camps d'internement des Japonais, instauré un état d'urgence national de cinq ans devant permettre de rassembler des dizaines de milliers de consommateurs de drogues illicites en instaurant un test de dépistage de drogue obligatoire pour tous les citoyens de plus de 11 ans, et plaçant les délinquants dans ces camps, leur « droit d'appel » devant être « conditionné » par l'abandon de la drogue. [61]

De nombreuses leçons peuvent être tirées de l'expérience des Japano-américains pendant la Seconde guerre mondiale. L'extrême vulnérabilité des minorités est aujourd'hui contestée en Amérique par le mouvement multiculturel. L'histoire des politiques nationales fondées sur la discrimination raciale dévoile des enjeux complexes. Les notions simplistes, comme l'idée que les camps de concentration américains n'ont existé que pendant une courte période pendant la guerre au cours de laquelle quelques milliers de familles furent privées de leurs libertés civiques, ou l'illusion que ce qui se passa dans l'Allemagne nazie était unique et ne pourrait se produire ailleurs, ou la conviction que les libertés civiques doivent toujours être subordonnées à l'Etat en période de guerre, sont des notions historiquement fausses qui ne servent qu'à nous empêcher de voir les importantes leçons liées à l'histoire des us des Japano-américains dans les camps de concentration américains. [62]

---

61 Noam Chomsky, cité par Francis Feeley, *Strategy of Dominance*, op. cit., p. 115.

62 Lors d'une conversation téléphonique, au début de l'automne 1988, avec le Dr Morris Ogler, qui fut analyste de la communauté au camp de Manzanar, je lui demandai la permission de lui soumettre une série de questions sur les études des communautés de la WRA. Il me raccrocha au nez. Après de nombreux mois, il m'envoya une lettre dans laquelle il répondait à mes questions écrites, en ignorant la plupart et se contentant d'affirmer ceci :

a) « Mes rapports à la WRA consistaient en des comptes-rendus des événements de Manzanar et, lorsque cela me semblait nécessaire, j'ajoutais mon interprétation de ces événements ».

b) « Je n'ai jamais entendu parler de Thomas Campbell si ce n'est par vous... . Si vous êtes bouleversé par une remarque insensible qu'il est supposé avoir faite il y a 49 ans, je vous conseille de contacter des responsables du Ministère de l'Agriculture et de vous plaindre chez eux... ».

c) « Ma première enquête fut menée ... avec Ruth Benedict, et j'ai enseigné au même département, à Harvard, avec Talcott Parsons. J'ai apprécié ces contacts, mais je ne pense pas avoir été excessivement influencé par eux. J'ai l'habitude d'être mon propre maître » (communication personnelle avec l'auteur).

En fait, la collaboration des spécialistes en sciences sociales à la déportation et à l'incarcération des Américains de descendance japonaise vivant sur la Côte Ouest est un thème qui n'a toujours pas été traité, si ce n'est dans les oeuvres très importantes de Peter T. Suzuki et d'Orin Starn. A ce jour, ces questions n'ont généré pratiquement aucun examen de conscience sérieux de la part des participants-observateurs eux-mêmes.